

Statement by Canada – UN High-Level Meeting on the Prevention of Sexual Exploitation and Abuse

18 September 2017

Canada thanks the Secretary-General for convening this High-Level Meeting and bringing the highest level of attention to the scourge of sexual exploitation and abuse (SEA) in peace operations. Canada will continue to be a steadfast partner of the United Nations in its efforts to prevent and eradicate SEA.

Acts of sexual exploitation and abuse victimize the very people that the UN is meant to protect and undermine peace operations' ability to carry out their mandates. It has become clear that systemic reforms are necessary in order to effectively prevent and respond to SEA. We commend the Secretary-General for launching a number of initiatives that will demonstrate the importance of this matter, address systemic issues in preventing and responding to SEA, and adopt an approach centered on the rights and dignity of victims.

In this regard, we applaud the appointment of a Victims' Rights Advocate, Ms. Jane Connors, who will be a much-needed resource to help ensure that victims can access the support, judicial mechanisms and remedies to which they are entitled. We hope that she will receive the full support of all Member States and all UN departments and agencies. We also look forward to the appointment of victims' rights advocates on the ground, within the peace operations that have seen the highest numbers of allegations of SEA.

We are also pleased that resources for providing concrete assistance to victims are becoming available through the UN Trust Fund in support of the Victims of SEA, which in many cases may be the only avenue for survivors of sexual exploitation and abuse to receive assistance. Canada is proud to be able to contribute to the Trust Fund, and we encourage all Member States to consider contributing as well, to help ensure support is available to all victims and children born as a result of sexual exploitation and abuse. The specialized support services provided through this Trust Fund are also an important first step in re-gaining the trust of host communities and ensuring the effectiveness of UN peace operations.

A central actor in the efforts to strengthen UN system-wide responses is the Office of the Special Coordinator for improving UN response to SEA, established in 2016. Canada is supporting the vital work of this Office through funds and personnel contributions. Its work aims inter alia, to improve training against SEA, increase awareness of UN standards of conduct, to strengthen chain of command accountability, policy and process, to reinforce vetting and screening procedures for all UN personnel prior to deployment, and to develop the means to track Member States compliance with vetting, screening and certification procedures. These reforms are all essential to the eradication of SEA, and we continue to wish Special Coordinator Jane Holl Lute every success.

These initiatives, and the goal of eradicating SEA as a whole, require leadership at the uppermost levels, both at the UN and in Member States, to succeed. There must be a clear political signal that the highest standards of conduct are expected from UN peacekeepers, that acts of SEA will not be tolerated, and that all efforts will be undertaken to hold the perpetrators accountable. This is why Canada's Prime Minister, the Right Honorable Justin Trudeau, has joined the Secretary-General's Circle of Leadership on SEA. This is also why Canada has entered into a Voluntary Compact for the Elimination of SEA with the Secretary-General, whereby our Government and the Secretary-General take joint responsibility and commit to a set of concrete actions to support and assist victims, to prevent SEA, and to improve accountability.

At the national level, Canada continues to take measures to prevent and address SEA as a matter of priority. We are currently examining ways to further strengthen national practices and frameworks to bolster prevention of SEA and ensure accountability. Lastly, we will be exploring new ways to tackle the scourge of SEA at the upcoming peacekeeping defence ministerial in Vancouver. We look forward to working closely with other Member States and with the UN to improve our own practices and help advance the eradication of SEA from peace operations as a whole.

Déclaration du Canada – Réunion de haut niveau des Nations Unies sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels

Le 18 septembre 2017

Le Canada remercie le Secrétaire général d'avoir convoqué cette réunion de haut niveau et d'attirer ainsi toute l'attention sur le fléau de l'exploitation et les abus sexuels (EAS) dans les opérations de paix. Le Canada continuera d'être un partenaire fidèle des Nations Unies dans ses efforts pour prévenir et éradiquer l'EAS.

L'exploitation et les sévices sexuels portent atteinte aux personnes que les Nations Unies sont censées protéger et nuisent à la capacité des opérations de paix de s'acquitter de leur mandat. Il est devenu évident que des réformes systémiques s'imposent pour prévenir et contrer efficacement l'EAS. Nous félicitons le Secrétaire général d'avoir lancé un certain nombre d'initiatives qui permettront de démontrer l'importance de cette question, de s'attaquer aux problèmes systémiques liés à la prévention et à l'intervention en matière d'EAS, et d'adopter une approche axée sur les droits et la dignité des victimes.

À cet égard, nous saluons la nomination d'une défenseure des droits des victimes, Mme Jane Connors, qui sera une ressource indispensable pour aider les victimes à accéder aux services de soutien, aux mécanismes judiciaires et aux recours auxquels elles ont droit. Nous espérons que tous les États membres et tous les départements et organes des Nations Unies l'appuieront sans réserve. Nous espérons vivement la nomination prochaine de défenseurs des droits des victimes sur le terrain, incorporés aux opérations de paix qui ont connu le plus grand nombre d'allégations d'EAS.

Nous sommes également ravis que des ressources pour la prestation d'une aide concrète aux victimes soient rendues disponibles grâce au Fonds des Nations Unies pour le soutien aux victimes d'EAS, qui, dans de nombreux cas, constituera le seul moyen pour les survivants d'exploitation et d'abus sexuels de recevoir de l'aide. Le Canada est fier de pouvoir contribuer au Fonds, et nous encourageons tous les États membres à faire de même, de sorte qu'une aide puisse être offerte à toutes les victimes d'exploitation et d'abus sexuels, ainsi qu'à tous les enfants nés par suite de tels sévices. Les services de soutien spécialisés fournis par le biais du Fonds représentent également une première étape importante pour regagner la confiance des communautés hôtes et garantir l'efficacité des opérations de paix des Nations Unies.

Le Bureau de la Coordonnatrice spéciale pour l'amélioration de la réponse de l'ONU à l'EAS, établi en 2016, joue un rôle central dans les efforts visant à renforcer les interventions du système des Nations Unies dans son ensemble. Le Canada appuie le travail essentiel du Bureau par une contribution financière et en personnel. Le travail du Bureau consiste notamment à améliorer la formation en matière de lutte contre l'EAS, à mieux faire connaître les normes de conduite des Nations Unies, à renforcer la responsabilisation, les politiques et les processus de la chaîne de commandement, à améliorer les procédures de filtrage et de présélection pour tout le personnel des Nations Unies avant son déploiement, et à élaborer des moyens pour effectuer le suivi de la conformité des États membres aux procédures de filtrage, de présélection et d'attestation. Ces réformes sont toutes essentielles à l'éradication de l'EAS, et nous continuons de souhaiter à la Coordonnatrice spéciale Jane Holl Lute le plus grand succès dans son travail.

Ces initiatives exigent un leadership aux plus hauts échelons, autant des Nations Unies que des États membres, pour qu'elles soient couronnées de succès et pour la réalisation de l'objectif d'éradiquer l'EAS. Un signal politique clair doit être lancé à l'effet que l'on s'attend à ce qu'au personnel du maintien de la paix des Nations Unies respectent des normes de conduite les plus rigoureuses, que l'exploitation et les abus sexuels ne seront pas tolérés, et que tous les efforts seront déployés pour en tenir responsables les auteurs. C'est pourquoi le Premier ministre du Canada, le très honorable Justin Trudeau, s'est joint au Cercle de leadership du Secrétaire général en matière d'EAS. C'est aussi pourquoi le Canada a conclu avec le Secrétaire général un Pacte volontaire pour l'élimination de l'EAS, dans le cadre duquel notre gouvernement et le Secrétaire général partagent la responsabilité et s'engagent à mettre en place une série de mesures concrètes pour soutenir et aider les victimes, prévenir l'ES et renforcer l'imputabilité.

À l'échelle nationale, le Canada continue de prendre des mesures pour prévenir l'EAS et s'y attaquer de façon prioritaire. Nous examinons actuellement des moyens de renforcer davantage nos pratiques et nos cadres nationaux afin d'améliorer la prévention de l'EAS et d'assurer l'imputabilité. Enfin, nous examinerons de nouvelles façons de s'attaquer au fléau de l'EAS au cours de la prochaine Réunion des ministres de la Défense sur le maintien de la paix de l'ONU, qui aura lieu à Vancouver. Nous avons l'intention de travailler en étroite collaboration avec les autres États membres et avec les Nations Unies pour améliorer nos propres pratiques et contribuer à l'éradication de l'EAS dans l'ensemble des opérations de paix.